

UNICEF (fonds des Nations Unies pour l'Enfance) défend les droits de chaque enfant et adolescent d'où qu'il vienne. Dans 190 pays et territoires, nous mettons tout en œuvre pour aider les enfants à vivre, à s'épanouir et à réaliser leur potentiel, de la petite enfance à l'adolescence. **L'UNICEF France** - association loi 1901 à but non lucratif et comité français pour l'UNICEF - recherche un(e) :

Coordinateur(trice) océan Indien (F/H) – CDD

Au sein de la **Direction communication, plaidoyer et programmes (DCPP)**, rattaché(e) à la **Responsable du Pôle Outre-Mer**, vous contribuez au déploiement et à la mise en œuvre de la stratégie de **l'UNICEF France** dans les territoires ultramarins de l'océan Indien, en termes de plaidoyer, de sensibilisation et d'engagement vers une meilleure reconnaissance et application des droits de l'enfant. Basé(e) à Saint-Denis de La Réunion, avec des déplacements réguliers à Mayotte, vous travaillez en grande autonomie, en lien avec le Comité territorial de bénévoles, le siège et votre homologue basée en Guyane.

Contexte et enjeux :

Ce recrutement s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de la feuille de route Outre-mer de **l'UNICEF France** dans l'océan Indien. Il s'agit d'une création de poste, destinée à structurer la présence de l'association à La Réunion et à Mayotte, aux côtés d'un Comité territorial océan Indien créé en 2021 - aujourd'hui actif principalement à La Réunion - animé par un groupe moteur de 5 à 10 bénévoles et environ 40 adhérents, et présidé par une personnalité bien implantée et disposant d'un réseau local solide.

Dans un contexte local marqué par de fortes vulnérabilités touchant les enfants à La Réunion et à Mayotte : pauvreté élevée, mal-logement, dégradation de la santé mentale des jeunes et impacts croissants du changement climatique, **l'UNICEF France** à travers son comité territorial a maintenu une présence active à La Réunion grâce à l'engagement de ses bénévoles - dont 14 jeunes ambassadeurs - et a sensibilisé 2 683 enfants et jeunes aux droits de l'enfant à travers des actions éducatives, scolaires et citoyennes. L'année a également été marquée par le renforcement de l'ancrage territorial de l'UNICEF, notamment grâce à la signature d'une convention avec le Rectorat et à la création d'un Club UNICEF au lycée Levavasseur.

Le poste offre ainsi une réelle marge de construction : structurer le déploiement du plaidoyer sur les deux territoires, consolider l'ancrage régional de l'association et accompagner la montée en puissance du Comité Territorial en soutien de son Président.

Vos responsabilités incluent :

- Participer à la structuration et au développement de la présence de **l'UNICEF France** dans l'océan Indien, telle que définie dans la feuille de route Outre-mer, en lien avec le Comité territorial de bénévoles et la direction Engagement et Territoires
- Assurer une veille législative, juridique et médiatique à La Réunion et à Mayotte, en particulier sur les priorités de plaidoyer définies
- Développer et mettre en œuvre les activités de plaidoyer : actualisation de la stratégie de plaidoyer océan Indien, développement des positionnements et argumentaires, cartographie des parties prenantes, organisation d'événements et de rendez-vous
- Porter le plaidoyer de **l'UNICEF France** auprès des acteurs locaux et nationaux à La Réunion et à Mayotte
- Contribuer au renforcement de l'ancrage régional de l'association - partenariats durables, coopérations, opportunités d'influence - et consolider son positionnement comme acteur de référence sur les droits de l'enfant à La Réunion, à Mayotte et dans l'environnement régional
- Représenter l'association, en lien avec le Président du Comité territorial, auprès des acteurs externes et dans les médias
- Animer, participer ou collaborer avec les coalitions d'acteurs de la société civile sur les sujets de plaidoyer prioritaires, en coordination avec les bénévoles du Comité territorial
- Soutenir le Comité territorial dans ses activités : diffusion des droits de l'enfant, accompagnement des Villes Amies des Enfants, recrutement et formation des bénévoles et volontaires en service civique.

- **Profil :**

De formation supérieure Bac +5 en droit, sciences politiques ou équivalent, vous justifiez d'au moins 5 années d'expérience dans le domaine du plaidoyer et de la représentation. Généraliste, vous êtes en mesure de couvrir des thématiques variées - protection de l'enfance, éducation, migration, changement climatique - plutôt que de vous positionner sur un seul sujet d'expertise.

Vous disposez d'une très bonne connaissance des institutions et de l'appareil législatif français, ainsi que des compétences respectives des départements, régions, collectivités d'Outre-mer. Une expérience acquise au sein d'une institution (conseil régional, préfecture, etc.) ou d'une association œuvrant pour la protection de l'enfance en France serait particulièrement appréciée.

Une bonne connaissance de la zone océan Indien, de ses acteurs et de sa situation socio-économique est requise, et la connaissance d'une langue ou d'un dialecte local (créole réunionnais, shimaoré, shibushi) constituera un atout.

Vous êtes reconnu(e) pour vos excellentes qualités rédactionnelles et votre intelligence relationnelle, et pour votre capacité à adapter votre communication à des interlocuteurs très variés - associations de quartier, bénévoles, représentants de l'État. Compte tenu d'une exposition publique régulière, une posture irréprochable est attendue, y compris sur les réseaux sociaux.

Vous êtes autonome, capable de travailler seul(e) sur le terrain tout en coordonnant votre action avec une équipe à distance - le siège et votre homologue basée en Guyane. Des déplacements fréquents à Mayotte et à Paris sont à prévoir.

La maîtrise de l'anglais est appréciée.

Conditions :

CDD de 18 mois à pourvoir dès que possible, basé à Saint-Denis de La Réunion.

Rémunération annuelle brute entre 42K€ et 44K€, selon expérience et profil.

10% de prime « vie chère », véhicule de fonction et prise en charge forfaitaire de frais d'installation éventuels.

Accord télétravail (de 1 à 3 jours/semaine) avec mise à disposition d'un ordinateur, complémentaire santé et prévoyance prises en charge à 90% par l'employeur, abonnement de transport remboursé à 60%, abonnement attractif de sport et de bien-être, titres restaurant, une quinzaine de JRTT/an, et bien d'autres avantages.

Vous partagez les valeurs de l'**UNICEF** : rejoignez-nous, pour ensemble continuer à faire avancer les droits de l'enfant !

Ce recrutement est confié au cabinet Humanitalents, mandaté par **l'UNICEF France**.

Postulez par email à recrutement@humanitalents.com en précisant la référence COOI/UNICEF en objet AVANT LE 24/08/2026.

Les candidatures seront étudiées la dernière semaine d'août ; faute de retour de notre part début septembre, nous vous invitons à considérer que votre candidature n'a pas été retenue pour ce poste.

L'UNICEF France s'engage à respecter la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Les informations demandées au candidat concernent uniquement sa capacité à occuper l'emploi proposé et ses aptitudes professionnelles.